



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination,
du pilotage, de l'appui territorial
et de l'environnement**

Arrêté n°2025-DCPATE-76

renforçant la surveillance des rejets aqueux de la carrière de Bellevue située sur la commune de MONTAIGU VENDÉE (BOUFFÉRE) autorisée par l'arrêté préfectoral n°13-DRCTAJ-1-844 du 12 décembre 2013

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Le préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R122-2 et R.181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatifs aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°13-DRCTAJ-1-844 du 12 décembre 2013 autorisant l'exploitation de la carrière de Bellevue située sur la commune de BOUFFÉRE, devenue MONTAIGU VENDÉE, par la société Travaux Publics et Carrières GOURRAUD ;

VU les rapports du Bureau de recherche géologiques et minières sur les rejets d'eau acides en carrières de roches massives, ref : R39806 de décembre 1997, sur les analyses des eaux d'exhaure de carrières de roches massives en Pays-de-la-Loire, ref : R38722 de décembre 1995 et la carte géologique harmonisée du département de la Vendée (notice géologique), ref : BRGM/RP – 57473 – FR de juillet 2009 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 24 janvier 2025 ;

VU le courrier préfectoral du 10 février 2025 accompagné du projet d'arrêté complémentaire et indiquant à l'exploitant qu'il dispose d'un délai de 15 jours pour faire part de ses remarques concernant le projet d'acte ;

VU l'absence de remarque de la part de l'exploitant pendant la période contradictoire susmentionnée ;

Considérant que le gisement exploité au sein de la carrière de Bellevue est une amphibolite du massif armoricain de la formation de Saint-Georges-de-Montaigu à « géochimie dominante basique » et qu'il est susceptible de connaître des phénomènes de pH basique ;

Considérant qu'à ce titre il est nécessaire de compléter le suivi des rejets de la carrière antérieurement prescrit par l'augmentation de la fréquence d'analyse sur les rejets, l'ajout de paramètres (métaux, sulfates) sur ces campagnes d'analyse et d'imposer une surveillance préventive mensuelle/hebdomadaire sur le bassin de fond de fosse ;

Considérant que les réactions chimiques peuvent être rapides et s'autoalimenter (en cas de développement des bactéries spécifiques) et qu'il convient de procéder à un suivi régulier afin de mieux appréhender toute dérive de concentration des rejets vers le milieu notamment en cas de rejet acide ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'au vu des constats précités il y a lieu de faire usage de l'article R.512-45 du code de l'environnement pour la prescription de prescriptions complémentaires ;

ARRÊTE

Article 1. Identification

La société des Travaux Publics et Carrières GOURRAUD dont le siège social se situe à Bellevue à MONTAIGU-VENDEE (85600), doit respecter les prescriptions complémentaires ci-dessous dans la cadre de l'exploitation de la carrière de Bellevue sur la commune de MONTAIGU-VENDEE (85600).

Article 2. Modification des actes antérieurs

Article 2.1. Objet de la modification

L'arrêté préfectoral susvisé du 12 décembre 2013 est modifié dans les conditions suivantes par le présent acte :

Référence de l'article de l'arrêté du 12 décembre 2013	Objet	Type de modification	Référence de l'article du présent acte
5.2.6	Fréquence d'analyse sur les eaux rejetées	remplacement	3.1
5.2.8	Suivi complémentaire sur les eaux rejetées	création	3.2
5.2.9	Suivi de bassin de fond de fosse	création	3.3

Article 3. Prescriptions complémentaires

Article 3.1. Eaux d'exhaure et eaux pluviales – modification de la fréquence d'analyse

L'article 5.2.6 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2013 est ainsi remplacé :

« La surveillance sur la conformité des rejets porte a minima sur les paramètres visés à l'article 5.2.3 et 5.2.8 selon une fréquence trimestrielle.

En cas de non-conformité d'un des paramètres aux valeurs visées à l'article 5.2.3, la fréquence d'analyse devient mensuelle jusqu'au retour à la conformité. L'exploitant établit un plan d'action pour assurer ce retour à la conformité. Il procède à de nouvelles analyses afin de s'assurer de l'efficacité de son plan d'action. »

Article 3.2. Eaux d'exhaure et eaux pluviales – suivi complémentaire

L'article 5.2.8 ci-dessous est ajouté à l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2013 :

« Article 5.2.8 – Surveillance complémentaire des rejets aqueux

En complément des paramètres visés dans le tableau de l'article 5.2.3, l'exploitant doit également analyser les paramètres suivants :

Paramètres	Code SANDRE
Conductivité à 20°C	1304
Sulfates	1338
Aluminium et composés	1370
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392
Fer	1393
Manganèse et composés (en Mn)	1394
Nickel et ses composés (en Ni)	1386
Arsenic et ses composés	1369
Cadmium et ses composés	1388
Chrome et ses composés (en Cr)	1389
Plomb et ses composés (en Pb)	1382
Zinc et ses composés (en Zn)	1383

Article 3.3. Suivi du bassin de fond de fosse

L'article 5.2.9 ci-dessous est ajouté à l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2013 :

« Un suivi des paramètres pH et conductivité est réalisé en bassin de fond de fosse à une fréquence mensuelle.

Ce suivi peut être réalisé en interne par l'exploitant via un pHmètre correctement entretenu et calibré.

Un registre de suivi reprenant les résultats des mesures est mis en place.

Tout pH inférieur à 5,5 ou supérieur à 8,5 dans le bassin de fond de fosse fait l'objet :

- d'une information à l'inspection des installations classées,*
- d'une analyse exceptionnelle sous 7 jours suivant ce constat sur le rejet de la carrière selon les paramètres mentionnés aux articles 5.2.3 et 5.2.8. Les résultats de cette analyse sont transmis à l'inspection,*
- d'un suivi renforcé pH/conductivité de fréquence hebdomadaire jusqu'à décision de levée du suivi de l'inspection. »*

Article 3.4. Délai de réalisation de la première campagne

La première campagne de mesure sur les paramètres mentionnés aux articles 3.1 à 3.3 du présent arrêté a lieu dans le mois suivant la notification du présent arrêté.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4.3. Diffusion

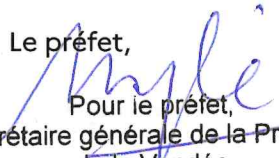
Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 4.4. Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **- 6 MARS 2025**

Le préfet,

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Nadia SEGHIER